

# REUNION DES CANDIDATS A L'ELECTION PRESIDENTIELLE AUTOUR DU PACTE ECOLOGIQUE

31 janvier 2007

## DECLARATION DE NICOLAS SARKOZY Union pour un Mouvement Populaire

Mesdames et Messieurs,

Je suis très heureux d'avoir l'occasion de m'exprimer devant une assemblée aussi passionnée. Cher Nicolas, la signature du Pacte écologique n'est pas un acte anodin, c'est prendre un engagement devant presque 600 000 personnes qui ont adhéré. Et vous connaissez mes principes : je dis tout avant l'élection et je ferai tout après. Je ne veux pas revenir sur le détail de ma réponse au Pacte écologique, un quart d'heure n'y suffirait pas. Je veux revenir sur le sens de cet engagement.

\*

Ma famille politique a créé le premier ministère consacré à l'environnement. Elle a fait voter de grandes lois, comme la Charte de l'environnement, une charte qui constitutionnalise le principe de précaution. Elle a aussi fait de grandes erreurs. Elle n'a pas toujours été à la hauteur du problème. Je ne veux pas renier ce passé. Je veux le dépasser. Il y a urgence pour une révolution écologique.

Parler d'environnement, c'est parler de notre relation à la nature. Hubert REEVES nous appelle à franchir une nouvelle étape, à sortir de l'ère de la destruction pour entrer dans celle de la préservation. La nature s'effondre sous nos yeux. Si nous ne faisons rien, elle nous entrainera dans sa chute.

Les trois urgences sont connues : le réchauffement climatique, le déclin de la biodiversité et la santé environnementale. Tel est l'ordre des priorités que j'ai fixé, des priorités qui effectivement déterminent nos politiques. Car ce ne sont pas des questions de confort mais une question de survie.

***Mon engagement repose sur la conviction que la lutte contre le réchauffement climatique est une politique de développement durable.***

Nicholas STERN a montré que l'inaction pouvait coûter jusqu'à 20 % de la consommation mondiale annuelle quand il suffirait d'investir 1 % du PIB mondial dès aujourd'hui pour apporter une solution.

L'enjeu est social, et même géostratégique. Le rapport du GIEC qui sera publié demain devrait malheureusement confirmer l'aggravation du réchauffement climatique. La France ne sera pas le pays directement le plus touché. Mais qu'advient-il dans un monde où 200 millions de réfugiés climatiques devront fuir leur continent pour survivre ? La démocratie peut-elle résister à la gestion de la pénurie ?

***Mon engagement repose sur la conscience.*** Les rapports du GIEC, le rapport STERN, le rapport de la mission parlementaire sur l'effet de serre, le film de Al GORE, l'excellent livre de Jared DIAMOND, *Effondrement*, le dernier essai de STIGLITZ ... Il faudrait être sourd ou aveugle pour ignorer l'urgence écologique. Permettez-moi à ce sujet de dire un mot aux ONG présentes. Nous n'avons pas toujours été d'accord et nous ne le serons pas toujours. Mais vous avez été les moteurs de la prise de conscience dans l'ensemble de la société.

Comme nous avons besoin de syndicats forts, nous avons besoins d'ONG fortes dans les entreprises comme dans l'administration. Nathalie Kosciusko Morizet avait proposé en juillet 2004 que le Conseil économique et social soit complété d'une branche environnementale. Je reprendrai cette proposition. Les politiques doivent s'habituer à dialoguer avec les ONG.

***Mon engagement repose sur l'espoir.*** Le réalisme n'est pas le catastrophisme. L'humanité ne saurait se condamner. Elle doit aujourd'hui franchir une nouvelle étape dans son développement. Et je considère que c'est une chance.

Il faut prendre dans les cinq prochaines années les mesures qui permettront de répondre à l'enjeu climatique sur une ou deux générations. Mais la réponse ne peut être technique. C'est pourquoi je n'aime pas le catalogue de mesures. La réponse est politique : il faut concevoir une nouvelle société qui réponde au besoin de confort sans faire de la consommation un idéal en soi. Je crois par exemple qu'il faut imposer une durée de vie aux produits ménagers, par exemple une durée de garantie. C'est un enjeu environnemental. C'est aussi un enjeu pour le pouvoir d'achat de nos concitoyens. Je crois à la nécessité de donner un prix à la nature et un coût à la pollution. C'est un sujet économique et même philosophique. Après la société des médias, saurons-nous imaginer la société du développement durable ? Dominique BOURG, j'aurai plaisir à ce que nous échangions de manière plus approfondie sur ce point.

***Mon engagement repose sur la conviction que la France compte.*** Certes, le climat est un « bien mondial ». En moins de trois mois, la seule progression des émissions de gaz à effet de serre de la Chine aura complètement annihilé nos efforts. La réponse est à l'évidence mondiale. Cela n'enlève rien à l'exigence que nous soyons exemplaires en France.

Et permettez-moi de regretter que G BUSH ait fait un « petit pas » lors du discours de l'Etat de l'Union alors que nous attendions de lui un « grand pas ». Evidemment, le Protocole de Kyoto est insuffisant. Mais, l'absence des Etats-Unis est inadmissible. La plus grande Nation du monde ne peut s'exonérer de son devoir d'exemplarité.

Je souhaite d'ailleurs, comme l'a suggéré Al Gore, que nous puissions créer un G20 du climat pour prendre des engagements précis sur les émissions de gaz à effet de serre et pour accélérer les transferts de technologies propres vers les pays les plus pauvres.

La création d'une Organisation mondiale de l'environnement, qui devrait je l'espère s'accélérer avec la Conférence internationale qui s'ouvre vendredi, est un premier pas vers la définition d'un droit international de l'environnement qui équilibrera la toute puissance du droit du commerce.

Le développement durable est une chance pour l'Union européenne. C'est une éthique qui peut refonder l'identité perdue de l'Europe. C'est un grand projet pour demain, celui d'un programme de recherche sans précédent sur les énergies qui remplaceront le pétrole. La France doit devenir le moteur de ce grand projet.

\*

***Cher Nicolas, je voudrais maintenant répondre aux craintes que vous avez exprimées le 22 décembre dernier.***

- **Vous craignez que beaucoup de politiques n'aient pas pris la mesure de l'urgence et des enjeux.**

Nous nous sommes rencontrés, nous avons échangé des courriers. Et j'ai signé en émettant quelques réserves. Si j'avais considéré la signature du Pacte comme un acte médiatique et anodin, je vous aurai rencontré sous les feux des médias et je n'aurais émis aucun commentaire.

L'une des réserves porte sur la création d'un poste de Vice Premier Ministre. Je considère qu'un grand Ministère du Développement durable, doté de moyens considérables, responsable de services opérationnels, aura plus d'efficacité. Et admettez qu'au terme de nos échanges, je vous ai accordé qu'il soit bien confié à un Ministre d'Etat, c'est-à-dire au numéro deux du Gouvernement. En réalité, je pense que le Président de la République a le devoir de veiller personnellement à cette politique. Le développement durable, c'est d'abord une vision stratégique et prospective de la France.

- **Vous craignez la rigidité des dogmes et l'inertie culturelle.**

Je partage votre crainte. Mais « ne rien changer », c'est une chance sur deux que la température mondiale augmente de plus de 5 ° celsius avant la fin du siècle, un écart comparable à celui qui nous sépare de l'ère glaciaire. L'homme ou la femme politique qui ignore cette réalité doit changer de métier.

« Ne rien changer », c'est poursuivre un dialogue de sourd avec les ONG. Nous avons consulté les associations. Et vous savez que ce n'était pas la tradition de notre famille politique. Nous avons fait évoluer nos positions. Un exemple : j'ai proposé que les cantines publiques soient approvisionnées par des produits issus de l'agriculture biologique. Les associations avec lesquelles nous échangeons réclament une aide à la conversion car nous manquons de producteurs en France. Je le proposerai.

A l'inverse, je vous demande d'entendre nos positions. Et permettez-moi d'aborder un sujet difficile : le nucléaire. Je n'ai aucun attachement particulier pour cette filière. Comme vous, je souhaite que l'on

cible les investissements sur les énergies propres et notamment les énergies renouvelables. Mais je sais aussi que sans le nucléaire, la France n'aurait pas un taux d'émission de gaz à effet de serre par habitant de 21% inférieur à la moyenne de l'Union européenne. Je sais seulement que nous n'avons pas d'autre alternative propre pour fournir une énergie de masse. Et vous savez que les énergies renouvelables ne peuvent à court et moyen terme remplacer le nucléaire. En d'autres termes, sans maintenir notre capacité de production nucléaire, la France ne peut relever le défi climatique.

- **vous craignez qu'avec votre retrait ces questions soient elles-mêmes en retrait de la campagne présidentielle.**

Je doute fortement que vous disparaissiez du débat. Le Pacte écologique a suscité une adhésion que personne ne peut décevoir. Ce 31 janvier est une première étape. Je veux continuer la consultation d'experts et l'échange avec les associations. Je veux surtout que ce débat dépasse l'élection. J'ai proposé que la fiscalité écologique soit doublée. J'ai proposé que tous les produits propres bénéficient d'une TVA à taux réduit pour être moins chers que les produits polluants. Il faut envisager l'extension des quotas d'émission de gaz à effet de serre ou un nouveau système de taxation du carbone.

A l'évidence, ces réformes doivent être pensées avec l'adhésion de tous, associations, syndicats, experts, élus. Il faut un « Grenelle du développement durable » dès l'été pour concrétiser ces propositions et que chacun prenne des engagements précis.

\*

\*

La France est un grand pays, un pays dont la voix et les positions comptent encore à travers le Monde. C'est de la sincérité de nos engagements que dépend en partie la crédibilité de notre discours dans le Monde. Et je crois que ce discours a encore une force inestimable pour soulever les passions qui permettront de relever le défi climatique et les autres défis du développement durable.

Je vous remercie